

Le Bourbonnais républicain

Publi-été Extra-Local, Lureau de Paris
MM. Blanchonnet et Octo, Chefs de Publicité, 12, rue Blanche, PARIS (9^e) Pigalle 61-48
Toute la correspondance doit être adressée Boite Postale 29, VICHY
ou 11, rue Saint-Dominique
Prix de l'abonnement : 15 fr. Téléphone :
Chèques Postaux : 61-10 Clermont-Fd Vichy 32-25 - Moulins 88

HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET D'INFORMATIONS

Premières impressions

La bataille électorale vient de se terminer par une éclatante victoire du Front populaire, qui va disposer dans la nouvelle Chambre d'une majorité considérable.

Cette bataille est caractérisée, en outre, par un certain nombre de faits qu'il est indispensable de dégager.

Les plus saillants sont d'abord la formidable avance du parti communiste et la défaite sensible du parti radical-socialiste.

On peut noter ensuite une poussée vers la droite qui gagne un certain nombre de sièges.

Le sens de ce scrutin paraît assez aisé à déterminer et à préciser.

Tout d'abord, un mécontentement profond du pays, que j'avais déjà indiqué dans mon précédent article. Paysans, fonctionnaires, retraités, combattants, petits commerçants, frappés par la crise et par les décrets-lois, ont voté contre les sortants.

C'est ce qui explique la défaite du parti radical-socialiste, qui a longtemps exercé le pouvoir et qui est apparu comme le principal responsable de la situation.

Le corps électoral a été ensuite porté par la mystique du Front populaire.

Le Front populaire lui-même est apparu comme un moyen de sauver le régime menacé imprudemment par les droites. Il lui apportait, en outre, un programme audacieux et séduisant, convenant à son désir de changement et à son goût de la nouveauté.

Enfin, les droites et les modérés ont contribué largement au succès du Front populaire.

Ils ont pratiqué la politique du pire partout où leurs chances leur ont paru médiocres. Ils satisfaisaient ainsi une haine tenace et aveugle contre le parti radical-socialiste avec un désir obscur de pousser le pays aux aventures, dans l'espoir que, de même qu'en Allemagne ou en Italie, la dictature naîtrait des excès de la démagogie.

L'heure n'est pas de dire si le pays a bien ou mal fait de voter ainsi. Il est trop tard ou trop tôt. C'est l'avenir qui le dira.

Je n'ai pas non plus la tentation de prophétiser les événements. J'ai eu avec Léon Blum, l'an dernier, des polémiques retentissantes auxquelles l'événement d'aujourd'hui va donner une actualité nouvelle.

Nous nous y reporterons en temps opportun et nous verrons, le moment venu, qui avait raison.

Ce que je veux faire aujourd'hui c'est, à la lumière du scrutin, dégager ce que je crois être le devoir et l'intérêt du parti radical-socialiste. Je le ferai avec une entière objectivité.

C'est le parti S. F. I. O. qui, dans la nouvelle majorité, constitue le parti le plus nombreux.

C'est donc à lui que, suivant l'esprit et la tradition de la constitution, revient l'honneur redoutable de former le gouvernement.

Le Président de la République est trop respectueux de la constitution pour ne pas confier à Léon Blum cet honneur, que le chef du parti majoritaire ne repoussera pas, puisqu'il l'a déjà revendiqué.

Il est évident que le parti S. F. I. O., ne détenant pas, à lui seul, une majorité suffisante pour gouverner, va solliciter des concours parmi les autres partis qui, avec lui, font la majorité.

Il s'adressera au parti communiste, qui compte plus de 70 sièges et qui va jouer dans la nouvelle Chambre un rôle considérable.

Que fera le parti communiste ? Acceptera-t-il ? Préfèrera-t-il, comme il l'a déjà annoncé, pratiquer la politique du soutien si redoutable pour les partis au pouvoir ?

C'est affaire entre lui et le parti S. F. I. O. Nous n'avons pas à nous en occuper, encore que de sa décision dépendra, pour une large part, le succès ou l'échec du Front populaire.

Le parti S. F. I. O. fera également appel à l'Union Socialiste, qui ne lui refusera pas son concours.

Puis, il s'adressera nécessairement au parti Radical-Socialiste. Notre parti est numériquement le second de la majorité et de la Chambre. Par sa position centrale, il sera, durant toute la législature, le véritable maître des majorités, car aucune ne pourra se constituer sans lui.

Que doit faire le parti Radical-Socialiste ?

Beaucoup souhaiteront que le parti Radical-Socialiste se réfugie dans la politique de soutien. Personne ne pourrait le lui reprocher, surtout si les communistes donnent l'exemple, car c'est exactement l'attitude que le parti S. F. I. O. a observé à son égard dans le passé.

En ce qui me concerne, je déconseille formellement cette attitude. Je suis pour que le parti Radical-Socialiste accepte de partager, avec le parti S. F. I. O., les responsabilités du pouvoir si, comme je le pense, l'offre lui en est faite.

Mes raisons sont multiples et je veux les exposer avec une entière franchise.

Tout d'abord je suis, pour qu'en toutes circonstances, le parti Radical-Socialiste observe les règles de la loyauté politique. Il a donné, à tort ou à raison, son adhésion au Front populaire. Une des caractéristiques de cette formation électorale était que chaque parti devait prendre sa part du pouvoir au cas où le Front populaire aurait la majorité.

Dès lors, je suis pour qu'on tienne l'engagement qui a été pris. Dans un instant, je dirai

comment je souhaite, du point de vue Radical, que cet engagement soit tenu.

A cette raison d'honnêteté, j'ajouterai dans mon esprit des raisons d'opportunité que je ne tiens pas à dissimuler.

Je crains, qu'une fois les lampions de la victoire éteints, le parti S. F. I. O. se trouve quelque peu embarrassé par l'étendue de cette victoire, par les espoirs qu'elle a fait naître et par la difficulté de tenir les promesses imprudentes qui ont été faites.

Je ne veux pas donner au parti S. F. I. O. un prétexte à se dérober aux responsabilités qu'il a recherchées et qui, dorénavant, vont peser sur lui.

Je veux que l'expérience socialiste soit faite. Je veux que le parti S. F. I. O., ainsi que l'a souhaité le pays souverain, prenne le pouvoir et qu'il montre clairement et nettement ce qu'il est capable de faire, ce que valent ses engagements et ses conceptions, pour que nous puissions le juger, non plus sur des promesses, mais sur les résultats de sa politique.

Je souhaite sincèrement que le parti Radical-Socialiste lui apporte un concours loyal et durable, afin que l'expérience socialiste ait lieu de façon correcte.

Autrement dit, je regretterai que le gouvernement Léon Blum soit renversé à la première difficulté, au premier obstacle.

Car alors, il aurait beau jeu de se retourner vers le pays pour se plaindre que le temps et les moyens lui ont manqué pour agir et pour gouverner, et qu'on l'a torpillé pour l'empêcher de réaliser ses buts. Le pays, sensible au franc jeu, lui donnerait raison.

Si l'expérience socialiste réussit, nous nous inclinons.

Si elle échoue, nous aurons le droit d'en tirer honnêtement, pour le pays et pour nous-mêmes, les conclusions qui s'imposent à tous.

Bien entendu, il est naturel que le parti S. F. I. O., dans le futur gouvernement, prenne en mains tous les leviers de commande, afin que l'expérience ait tout son sens.

Il le faut pour lui, afin qu'il ait l'autorité sans discussion possible.

Il le faut pour nous, afin que ce parti ait la responsabilité et qu'on ne puisse pas ergoter sur le sens et les conséquences de l'expérience.

Les radicaux devront se contenter des postes secondaires, ceux dans lesquels on administre essentiellement.

A ces postes, il conviendrait, suivant moi, de déléguer Daladier et ceux des Radicaux qui ont marqué le plus nettement leur volonté de réaliser le Front populaire, de voir poursuivre la politique à laquelle le pays vient de donner une adhésion éclatante.

Je souhaite, par contre, que Herriot et Chautemps se réservent, tout en donnant leur voix au gouvernement de Front populaire.

Le parti Radical-Socialiste ne doit pas user d'un même coup tous ses chefs dans une aventure dont personne ne peut prévoir à quelles fins elle nous conduira, tant dans l'ordre extérieur que dans l'ordre intérieur.

Il faut garder intacts l'autorité et le prestige d'Herriot. Nous en aurons sans doute besoin à certaines heures difficiles que nous ménage cette législature.

Lucien LAMOUREUX.

"L'as" Bossoutrot...



...candidat du Front Populaire a été élu député de Paris.

La situation politique au Conseil de Cabinet



Voici MM. Albert Sarraut et Yvon Delbos arrivant à l'Hôtel Matignon pour y examiner, en Conseil, la situation créée par les élections.

Pour l'amitié Franco-Américaine



Le prix Strassburger, destiné à récompenser la publication apte à servir l'amitié franco-américaine, a été attribué à Mme Arlette Fernand-Gregg pour son livre « Vertige de New-York ».

« Il faut que l'expérience socialiste soit faite. Il faut que le Parti S.F.I.O., ainsi que l'a souhaité le pays souverain, prenne le pouvoir et qu'il montre clairement et nettement ce qu'il est capable de faire, ce que valent ses engagements et ses conceptions pour que nous puissions le juger non plus sur des promesses mais sur les résultats de sa politique ».

Directeur politique : L. LAMOUREUX

Au pied du mur

Les élections françaises ont à peine été une surprise pour ceux qui depuis quelque temps suivent les évolutions de la politique.

Le scrutin de dimanche dernier a été, on l'a dit, un scrutin de crise. C'est surtout un scrutin de lassitude.

Depuis de nombreuses années, les partis politiques en France, se livrent à une guerre. Dressés les uns contre les autres ils ne s'entendent que lorsqu'il s'agit de défendre leurs intérêts privés.

Confusément le peuple de France sent bien que quelque chose ne va pas. Il s'en prend aux députés sortants ou même aux partis qui ont eu à exercer la lourde responsabilité du pouvoir.

Les gens veulent en sortir. Ils votent pour les partis qui leur paraissent les plus audacieux. Le raisonnement de chacun est que même si ces partis sont par certains points dangereux, on peut toujours les essayer.

Les jeunes notamment ont résolu de voter communiste et c'est ce qui explique la montée certaine du parti moscouite.

Ce scrutin aura fait disparaître — provisoirement nous voulons l'espérer — un certain nombre d'hommes courageux. Nous saluons notamment la défaite de Lucien Lamoureux.

Il a écrit dans le « Bourbonnais Républicain » de dimanche dernier peut-être le plus bel article de sa carrière. Il donne à tous une leçon de démocratie comme il avait donné quelques jours auparavant une leçon de loyauté.

Il est tombé parce qu'à maintes reprises, il a été un des seuls à dénoncer les abus scandaleux. Il a été un des seuls à montrer vers où s'acheminait la France si elle poursuivait sa route vers la protection des intérêts privés. On ne le lui a pas pardonné.

Nous regrettons la disparition de Franklin-Bouillon, un homme propre, consciencieux et viril. Bien d'autres ont disparu dans la bataille.

Le fait le plus considérable de l'élection est l'arrivée au pouvoir du parti socialiste.

Il est vraisemblable qu'à la rentrée M. Vincent-Auriol aura à prendre la direction effective du gouvernement. Nous pouvons que nous en réjouir. Si le résultat est bon tant mieux. Si le résultat est mauvais on aura tout de même levé une hypothèque.

Depuis trop d'années le parti socialiste mène une opposition farouche. Il s'est montré l'adversaire de toutes les réformes, de tous les changements. Il attendait son heure, elle est arrivée. C'est au pied du mur qu'on voit le maçon.

Les communistes n'y participeront pas. Staline le leur défend. Dans ce fait réside, il faut bien le dire, le grand mal du parti communiste. Ses réformes ne nous effraient pas ; elles sont devenues depuis quelques mois bien anodines. Mais le cerveau du parti communiste n'est pas à Paris, il est à Moscou. Il est à craindre que pour les besoins de la politique russe le communisme français n'adopte des thèses qui soient contraires aux intérêts de notre pays.

La nouvelle Chambre nous fera-t-elle sortir du borborygme où nous sommes ? Nous le voudrions, mais nous n'en avons pas la certitude.

En haut la vieille génération qui domine encore la politique française nous divise toujours sur des questions d'étiquette.

Directement au-dessus de nous une autre génération poursuit la satisfaction de ses intérêts particuliers. Il est à craindre précisément que l'arrivée au pouvoir de la gauche n'aboutisse à une recrudescence de cette politique.

C'est aux jeunes désormais qu'il faut faire appel.

Jean VINCENT.

Le scrutin de dimanche dernier a marqué une avance considérable des partis d'extrême-gauche

Les socialistes S.F.I.O. — qui deviennent le groupe le plus nombreux — et les communistes, ont enlevé 112 sièges aux Radicaux, à l'Union socialiste et aux partis du Centre

Les modérés restent sur leurs positions

La 16^e législature comptera 275 députés nouveaux

LA CHAMBRE PRÉCÉDENTE

Communistes	12
Communistes dissidents et P. U. P.	1
Socialistes S. F. I. O.	129
Socialistes U. S. R.	néant
Socialistes indépendants	37
Radicaux - socialistes	157

Radicaux indépendants	62
Républicains de gauche	72
Républicains indépendants	28
Démocrates populaires	16
Républicains U. R. D.	76
Conservateurs	5

LA CHAMBRE 1936

Communistes	72
Communistes dissidents et P. U. P.	10
Socialistes S. F. I. O.	146
Socialistes U. S. R.	26
Socialistes indépendants	9
Radicaux - socialistes	115

Radicaux indépendants	31
Républicains de gauche	84
Démocrates populaires	23
Républicains U. R. D.	88
Conservateurs	11

L'hommage de M. Herriot

Dans un article publié par « l'Œuvre » le président Herriot a regretté l'échec de plusieurs parlementaires celui de M. Lamoureux plus particulièrement et cela en des termes que nous croyons devoir reproduire :

Je songe beaucoup plus à ceux de mes amis que la lutte a meurtris. Je pense à Guernut qui, me dit-on, retrouvera bientôt une circonscription ; il est le type même de l'honnête homme, au sens ancien comme au sens moderne du mot. Je n'hésite pas à dire, même à nos amis socialistes, que le départ de Lamoureux est une perte sensible pour la Chambre ; c'est un parlementaire laborieux, informé, intelligent et courageux, un de ces spécialistes de budget et de finances dont on a le plus grand besoin. Ainsi pour

Germain Martin. J'ai entendu parfois critiquer sa manière didactique et un aspect professoral dont je suis le dernier à pouvoir le blâmer. Je ne saurais abandonner, dans une passagère disgrâce, celui qui, en 1932, s'est résolu à attaquer la plus ingrate mais à la plus nécessaire des besognes. Une démocratie qui serait plus évoluée que la nôtre devrait réserver une place à ces valeurs.

De nombreux journaux, de nombreuses personnalités ont, avec la même sincérité, apporté à Lucien Lamoureux le témoignage de leur sympathie et exprimé les regrets que son départ cause dans tous les milieux car notre directeur jouissait au Parlement d'une considération unanime qui rayonnait bien au-dessus des frontières des Partis.